

## FRONT ÉTUDIANT DE LUTTE

## ASSEMBLEE GENERALE JEUDI 28 FEVRIER

Les réformes successives dans l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR) engagées ces dernières années poursuivent une seule et même logique : la **privatisation progressive de nos universités** et la **marchandisation des savoirs**. Du processus de Bologne en 1999 à la « nouvelle licence » en 2011, l'accent est mis sur la **professionnalisation à outrance et l'ouverture aux capitaux privés**. La LRU (loi relatives aux Libertés et Responsabilités des Universités), imposée de force en 2007 puis remodelée en 2009 est la principale réforme responsable des dégâts causés aujourd'hui dans les universités : **sous prétexte « d'autonomie », celles-ci sont contraintes de gérer elles-mêmes leur masse salariale avec des financements étatiques en baisse constante**.

La ministre de l'ESR, Mme Fioraso, est en train de préparer une **nouvelle réforme** (cf. ci-dessous) ne remettant absolument pas en cause la LRU et donc extrêmement dangereuse. D'autant plus qu'à ces différentes réformes s'ajoutent toujours les **politiques d'austérité et de restrictions budgétaires** menées par le gouvernement, notamment dans l'ESR. **Les résultats de cette véritable arnaque à l'autonomie sont visibles aujourd'hui très concrètement : universités en faillite, disparition de filières "non rentables", gel de postes, amphis surchargés, locaux non entretenus...**

### LA LOI FIORASO : une nouvelle contre-réforme

Après une simulation de « concertation » des acteurs de l'ESR en début d'année, Mme Fioraso avait promis de « remplacer » la LRU. **La nouvelle loi reprend finalement la quasi-totalité des articles de la LRU**, et notamment sur « l'autonomie budgétaire » qui précarise les universités. Mais cette loi introduit également de **nouvelles régressions démocratiques et sociales**, aggravant même la LRU, oubliant totalement les problèmes rencontrés par les étudiants : précarité, obligation de se salarier pendant les études, inégalités entre étudiants français et étrangers...

#### Diplômes : professionnalisation et disparitions de filières :

- Comme l'arrêté Licence institué par la droite, cette loi veut instaurer une continuité entre le lycée et la licence, en **supprimant toute spécialisation en licence** (moins d'enseignements disciplinaires), et en substituant l'acquis de connaissances par l'acquis de compétences. La professionnalisation est renforcée, et va de pair avec une soumission accrue aux entreprises privées.
- Suppressions de filières, du fait de leur regroupement par pôle régional ou inter-régional
- Suppression des UFR et du cadrage national des diplômes

#### Recul démocratique :

- Déjà peu démocratique, le poids des étudiants et des personnels est réduit dans les conseils : dans le nouveau « conseil académique » (fusion du Conseil Scientifique et du Conseil des Études et de la Vie Universitaire) et dans le CA, dont les « personnalités extérieures », représentants des collectivités territoriales et du MEDEF pourront désormais élire le président.

#### Obligation du regroupement des universités :

- Par grands ensembles régionaux (sans aucune démocratie interne, la présidence de ces structures concentrant tous les pouvoirs) afin de créer des pôles territoriaux pour répondre aux logiques internationales de concurrence entre les établissements et de « classement »

## À Besançon : l'UFR SLHS en danger

L'UFC, et particulièrement la fac de lettres de Besançon, ne sont bien entendu pas épargnées par les baisses de budget. Cette année encore, l'UFR SLHS est délaissée par la présidence de l'UFC, cette dernière allouant à notre faculté un budget de nouveau en diminution : l'UFR SLHS n'est pas assez rentable, ni assez « professionnalisante » à son goût.

Les conséquences sont dramatiques pour notre faculté :

- les budgets des différentes sections, en baisse constante depuis plusieurs années, sont drastiquement diminués pour 2013, et vont gravement impacter la qualité des activités menées par les sections
- de nombreuses sections sont déjà en difficulté et les problèmes se multiplient, tandis que les étudiants sont les premiers touchés : suppressions de TD, cours surchargés, fusions de cours avec Dijon (les étudiants doivent faire la navette quotidiennement)...
- plusieurs filières, en particulier les plus petites, sont menacées de disparaître dans les prochaines années

## La mobilisation s'étend dans les universités

Les réactions contre le désengagement financier de l'État et le projet de loi de Mme Fioraso ne cessent de se multiplier partout en France. Ainsi, l'université d'Angers est mobilisée depuis cet automne avec de multiples assemblées générales et manifestations, dont la dernière il y a quelques semaines a rassemblé plus d'un millier d'étudiants. Autre exemple à Nantes, où les étudiants sont également entrés dans la lutte, avec à ce jour déjà trois AG massive réunissant plusieurs centaines d'étudiants et personnels. Le 18 février, une première assemblée générale nationale a réuni à Paris plus de 400 acteurs de l'université, et a voté une motion demandant l'abandon du nouveau projet de loi. Elle a également appelé à une **semaine de mobilisation et d'AG dans les universités du 25 février au 2 mars**, avant une prochaine rencontre nationale le 2 mars.

## Besançon : constitution d'un front étudiant de lutte et appel intersyndical à une AG

Des étudiants rassemblés le lundi 25 février, ont décidé de constituer un **front étudiant de lutte**, afin d'alerter et d'organiser les étudiants. Soutenu par un syndicat étudiant, ce front étudiant de lutte est **autonome et avant tout constitué d'étudiants syndiqués ou non désireux d'agir pour ne pas laisser nos universités aux mains du patronat**.

À Besançon, l'intersyndicale appelle à une **assemblée générale enseignants-personnels-étudiants jeudi 28 février**, sur le thème « la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur et la recherche et l'avenir de l'UFC ».

**Le front étudiant de lutte appelle donc tous les étudiants à participer massivement à cette AG pour s'informer, débattre et s'organiser collectivement contre ces nouvelles régressions.**

**ABROGATION DE LA CONTRE-RÉFORME FIORASO !**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE JEUDI 28 FEVRIER  
10H AMPHI LEVEQUE**

*Une autre AG est prévue le même jour  
à l'UFR ST à 16h, amphi Croisot*

Le front étudiant de lutte  
est soutenu par :

